



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative Travot - Bâtiment A2
10 rue du 93e régiment d'infanterie
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 07 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAVAC

12 boulevard Réaumur
BP 27
85001 La Roche-Sur-Yon

Références : SRNT-2024-0707
Code AIOT : 0006301370

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement CAVAC implanté Bel Air 85480 Fougeré. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAVAC
- Bel Air 85480 Fougeré
- Code AIOT : 0006301370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CAVAC situé à Fougeré comporte plusieurs installations classées (entreposage de produits phytosanitaires, silos de stockage de céréales, usines de fabrication d'aliments pour animaux). Cet établissement est classé « Seveso » seuil bas, c'est-à-dire qu'il comporte une ou plusieurs installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Il comporte également des installations (usines de fabrication d'aliments pour animaux) mentionnées à l'annexe I de la directive no 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (installations dites « IED »).

La présente visite porte sur les installations photovoltaïques installées en toiture des bâtiments silo 202, bâtiment 20, bâtiment 30 et bâtiment CEVD. L'ensemble de ces installations doit répondre aux prescriptions de la section V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Au jour de la visite, seule l'installation du bâtiment CEVD répond à la définition d'installation nouvelle.

Toutes les installations sont la propriété de prestataires extérieurs avec lesquels la société CAVAC a contractualisé. Les caractéristiques de ces installations sont les suivantes :

- Silo 202 : prestataire : TENERGIE - année de mise en service : 2013 (installation actuellement consignée)
- Bâtiment 20 : prestataire : HETRE ENERGIE - année de mise en service : 2011
- Bâtiment 30 : prestataire : PHOVENTURE - année de mise en service : 2011
- Bâtiment CEVD : prestataire : NEXHOS - année de mise en service : 2023

Concernant l'installation présente sur le silo 202, l'exploitant indique que le prestataire l'a mise à l'arrêt et envisage son remplacement courant 2025. Conformément à l'article 29 de l'arrêté du 04 octobre 2010, les équipements pour lesquels la demande de modification de l'installation classée est portée à la connaissance du préfet après le 1er juillet 2016 sont considérés comme des équipements photovoltaïques nouveaux. En conséquence, en cas de remplacement de l'installation du silo 202, un porter à connaissances devra être déposé en préfecture et l'ensemble de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 s'appliquera à l'installation nouvelle.

Le jour de la visite, l'inspection documentaire s'est concentrée essentiellement sur l'installation 30 (existante) et l'installation CEVD (nouvelle). Pour autant, l'ensemble des constats formulés lors de la visite sont à prendre en compte par l'exploitant sur les installations du bâtiment 20 et du silo 202.

Concernant l'installation présente sur le silo 202, bien que l'injection sur le réseau soit arrêtée, l'installation reste en fonctionnement dans le sens où les panneaux continuent de produire et que la partie courant continu est en charge. Il est donc demandé à l'exploitant de mettre également en conformité cette installation soit en procédant à son remplacement (dans ce cas informer l'inspection du planning de mise en œuvre du projet), soit en réalisant les mises en conformités sur l'installation actuelle, soit en démantelant l'installation.

Sur le terrain, l'ensemble des parties accessibles de toutes les installations ont été vues. Les parties en toiture n'ont pas pu être visitées, étant inaccessibles sans engin de levage.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

a) Constats hors point de contrôles

Le site dispose d'installations relevant de la rubrique 1510 (enregistrement). Au titre de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, ces installations doivent disposer d'un plan de défense incendie (PDI). Le contenu de ce plan de défense incendie est décrit dans ce même article. Aussi, lorsque le site dispose d'un POI, ce qui est le cas du site CAVAC de Fougeré, le PDI est inclus dans le POI. Ce point ne faisait pas partie des points de contrôles lors de la visite. Cependant, l'exploitant a indiqué méconnaître cette obligation.

L'exploitant doit procéder à une analyse de l'article 23 de l'arrêté du 11 avril 2017, mettre à jour son POI en conséquence et transmettre le POI mis à jour à l'inspection.

b) Fiches de constat

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Positionnement de panneaux en toiture	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Signalisation des installations photovoltaïques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33	Demande d'action corrective	2 mois
8	Procédure de mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34	Demande d'action corrective	2 mois
9	Dispositifs d'alarme	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35	Demande d'action corrective	2 mois
12	Dispositifs de coupure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
17	Contrôle des	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	installations	04/10/2010, article 43		
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse de conformité	Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.3.2	Sans objet
2	Documents tenus à disposition	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30	Sans objet
3	Dispositions par rapport au risque d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 31	Sans objet
5	Positionnement de panneaux photovoltaïques en façade	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Sans objet
6	Positionnement par rapport aux dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32	Sans objet
10	Conformité aux spécifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 36	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 37	Sans objet
13	Dispositif EI60 des onduleurs en toiture	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 39	Sans objet
14	Local de charge de batteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 40	Sans objet
15	Caractéristique des connecteurs de courant continu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 41	Sans objet
16	Présence de câbles (DC) dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de relever plusieurs écarts à la réglementation applicable aux équipements photovoltaïques posés en toiture des bâtiments de la société CAVAC à Fougeré. Certains écarts génèrent des risques supplémentaires en cas d'incendie dans cet établissement classé Seveso seuil bas. Ils justifient par conséquent la proposition d'une mise en demeure.

Si l'exploitant a su lever rapidement certains écarts d'ordre documentaire, l'inspection des installations classées considère que, d'une manière générale, la société CAVAC doit faire preuve de

plus de rigueur dans le suivi de l'exploitation, de la maintenance et de l'entretien des quatre installations photovoltaïques. En effet, ces actions sont confiées à quatre opérateurs différents, chacun de ces opérateurs faisant ensuite appel à des sous-traitants différents amenés à intervenir au sein d'un établissement Seveso. La conformité (en termes de contenu) des contrôles effectués sur les installations photovoltaïques diffère selon l'opérateur et/ou le sous-traitant de l'opérateur, ce qui révèle que l'exploitant CAVAC ne s'approprie pas correctement les résultats de ces contrôles. Il a été rappelé à l'exploitant CAVAC qu'il est intégralement responsable, au titre des installations classées, du bon état et du bon fonctionnement de ces installations photovoltaïques. CAVAC doit donc s'assurer qu'elles sont maintenues en bon état, en conformité avec la réglementation qui leur est applicable, et ne génèrent pas de risque supplémentaire de départ d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations photovoltaïques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les équipements de production d'électricité utilisant de l'énergie photovoltaïque (bâtiments 20 et 30 en toiture ainsi que sur le silo 202) doivent respecter les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation.</p> <p>[...]</p> <p>Avant le 31 décembre 2018, l'exploitant fera établir par un organisme tiers un bilan de l'application des dispositions de l'arrêté ministériel précité à son établissement. Ce bilan est formalisé dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique lors de la visite d'inspection ne pas avoir réalisé les analyses de conformité des installations photovoltaïques situées sur les bâtiments 20, 30 et silo 202.</p> <p>L'exploitant est tenu de réaliser cette analyse. Toutefois, l'inspection a indiqué à l'exploitant lors de la visite que le recours à un organisme tiers n'était pas obligatoire, et qu'une analyse de conformité réalisée en interne serait recevable.</p> <p>Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 l'analyse de la conformité, réalisée en interne, de la section V de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 des installations photovoltaïques installées sur les bâtiments 20, 30, silo 202 et CEVD.</p> <p>Cette analyse fait apparaître un certain nombre de non-conformités, pour lesquelles un échéancier de mise en conformité est proposé par l'exploitant.</p> <p>L'ensemble des dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ont été contrôlés lors de la visite pour les installations des bâtiments 30 et CEVD, et sont présentés dans la suite du rapport. Les éventuelles suites proposées par l'inspection sont explicitées également dans la suite du rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Documents tenus à disposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque - Information du Préfet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient par ailleurs à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments suivants :</p>

- la fiche technique des panneaux ou films photovoltaïques fournie par le constructeur ;
- une fiche comportant les données utiles en cas d'incendie ainsi que les préconisations en matière de lutte contre l'incendie ;
- les documents attestant que les panneaux photovoltaïques répondent à des exigences essentielles de sécurité garantissant la sécurité de leur fonctionnement. Les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
- les documents justifiant que l'entreprise chargée de la mise en place de l'unité de production photovoltaïque au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires. L'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
- le plan de surveillance des installations à risques, pendant la phase des travaux d'implantation de l'unité de production photovoltaïque ;
- les plans du site ou, le cas échéant, les plans des bâtiments, auvents ou ombrières, destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours et signalant la présence d'équipements photovoltaïques ;
- une note d'analyse justifiant :
 - le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ;
 - la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;
 - l'impact de la présence de l'unité de production photovoltaïque en matière d'encombrement supplémentaire dans les zones susceptibles d'être atteintes par un nuage inflammable et identifiées dans l'étude de dangers, ainsi qu'en matière de projection d'éléments la constituant pour les phénomènes d'explosion identifiés dans l'étude de dangers ;
 - la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ;
 - les justificatifs démontrant le respect des dispositions prévues aux articles 31, 32 et 37 du présent arrêté.

[...]

Note : Pour les installations existantes, cet article est applicable à compter du 1er juillet 2017, hormis les alinéas 1, 6, 7 et 14 (surlignés en gris).

Constats :

Bâtiment 30 (installation existante) :

- L'exploitant a transmis la fiche technique du module photovoltaïque. Il s'agit d'un module SUNTECH monocristallin, et répond à la norme IEC 61215 citée à l'article 14.3 du guide UTE C 15-712-1 selon les données de la fiche technique.
- Concernant les données utiles en cas d'incendie, l'exploitant a présenté une procédure à suivre pour la coupure d'urgence de l'installation. Ce point sera développé au niveau du point de contrôle n°8.
- L'exploitant dispose d'un plan localisant les installations photovoltaïques ainsi que les onduleurs. En revanche, ce plan ne permet pas de localiser les dispositifs de coupures (article 35). CAVAC a transmis après l'inspection par courriel du 18/09/2024 le plan mis à jour avec la localisation des organes de coupure.
- L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de la visite la note d'analyse justifiant :

- du comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques. L'exploitant a transmis après l'inspection par courriel du 18/09/2024 la note de calcul de construction du bâtiment. Cette note prend bien en compte la présence de panneaux photovoltaïque en toiture.
- de la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries. L'exploitant a transmis après l'inspection par courriel du 18/09/2024 l'avis technique de la CCFAT n°21/15-53_V6 qui justifie des conditions climatiques acceptables (charges et vent) pour les modules photovoltaïques installés.

Bâtiment déchets (installation nouvelle) :

- L'exploitant a transmis la fiche technique du module PV. Il s'agit d'un module VERTEX monocristallin, et répond à la norme IEC 61215 citée à l'article 14.3 du guide UTE C 15-712-1 selon les données de la fiche technique.
- Concernant les données utiles en cas d'incendie, l'exploitant a présenté une consigne à suivre en cas d'incendie au niveau de l'installation. Ce point sera développé au niveau du point de contrôle n°8.
- L'attestation de qualification de l'entreprise ayant mis en place les panneaux n'a pas été vérifiée.
- Le plan de surveillance des installations à risques n'a pas été vérifié, les panneaux photovoltaïques ayant déjà été mis en place.
- L'exploitant dispose d'un plan localisant les installations photovoltaïques ainsi que les onduleurs. En revanche, ce plan ne permet pas de localiser les dispositifs de coupures (article 35). CAVAC a transmis après l'inspection par courriel du 18/09/2024 le plan mis à jour avec la localisation des organes de coupure.
- L'exploitant a présenté une note de calcul structure NDC01 (21-272) permettant de justifier du comportement mécanique de la structure.
- L'exploitant a présenté une ETN SOLARSIT NPA.345 permettant de justifier de la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions par rapport au risque d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 31

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions par rapport au risque d'explosion

Prescription contrôlée :

Les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières où est potentiellement présente, en situation normale, une atmosphère explosible (gaz, vapeurs ou poussières). Ces volumes sont identifiés dans l'étude de dangers de l'installation classée. L'ensemble constitué par l'unité de production photovoltaïque et la toiture, respectivement la façade, présente les mêmes performances de résistance à l'explosion que celles imposées à la toiture seule, respectivement à la façade seule, lorsque les équipements photovoltaïques sont installés sur des bâtiments, auvents ou ombrières qui abritent des zones à risque d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers. Pour les bâtiments, auvents et ombrières abritant des zones à risque d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers, l'ensemble constitué d'une part par la toiture ou la façade, et d'autre part par l'unité de production photovoltaïque, répond aux exigences imposées à la toiture seule, ou à la façade seule, notamment pour les critères à respecter pour les surfaces soufflables.

Note : Cet article n'est pas applicable pour les installations existantes.

<p>Constats :</p> <p><u>Bâtiment 30 (installation existante)</u> : non applicable</p> <p><u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle)</u> : Le bâtiment ne dispose pas de volume dans lequel une atmosphère explosible est potentiellement présente en situation normale. Quand bien même, les panneaux photovoltaïques installés en toiture ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs du bâtiment.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Positionnement de panneaux en toiture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Photovoltaïque - Positionnement en toiture</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers :</p> <p>[...]</p> <p>-en matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur. Dans ce cas, l'alinéa suivant n'est pas applicable aux éléments constitutifs de cet ensemble ;</p> <p>-les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports et leurs isolants (thermique, étanchéité) répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0). Lorsque cette disposition n'est pas respectée pour les isolants (thermique, étanchéité), les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières sur lesquels ils sont installés.</p> <p>Note : Les dispositions de l'article 32 ne sont pas applicables aux installations existantes. Le troisième alinéa est applicable aux installations nouvelles à compter du 1er juillet 2017.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Bâtiment 30 (installation existante)</u> : non applicable</p> <p><u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle)</u> : La zone de stockage de déchets est une zone à risque d'incendie. L'exploitant a transmis les fiches techniques des différents éléments composant les panneaux photovoltaïques. Cependant, ces éléments ne permettent pas de justifier du caractère Broof T3 de l'ensemble constitué de la toiture, des panneaux, de leurs supports, de leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement de tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux.</p> <p>Concernant le dernier alinéa de l'article 32, les panneaux photovoltaïques installés en toiture ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs du bâtiment.</p> <p>Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 son plan d'action sur les points de contrôle non conformes. Concernant la justification du caractère Broof T3 de l'ensemble de la toiture et des différents composants de l'installation photovoltaïque du bâtiment CEVD, l'exploitant indique avoir pris attache auprès d'un bureau d'études spécialisé, en l'occurrence le CSTB. L'exploitant indique un délai de 6 mois pour transmettre les justificatifs.</p> <p>À ce stade, l'inspection considère qu'il s'agit d'un non-respect de la prescription contrôlée, portant sur les dispositions constructives permettant de prévenir une propagation d'incendie à</p>

travers la toiture. L'inspection propose un arrêté de mise en demeure de respecter cette prescription, dans le délai proposé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Positionnement de panneaux photovoltaïques en façade

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Positionnement de panneaux photovoltaïques en façade
Prescription contrôlée : Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en façade des bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers :-l'ensemble constitué par la façade et l'unité de production photovoltaïque présente au minimum les mêmes performances de résistance au feu que celles imposées à la façade seule ;-une distance verticale minimale de 2 mètres est respectée entre les ouvrants de désenfumage et les éléments conducteurs d'une unité de production photovoltaïque situés au-dessus de ces ouvrants.
Note : Cet article n'est pas applicable pour les installations existantes.
Constats : Non concerné, pas de panneaux photovoltaïques en façade et pas d'ombrières ou d'auvents sur le site CAVAC de Fougeré.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Positionnement par rapport aux dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction d'installation de panneaux de part et d'autre de murs REI
Prescription contrôlée : Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs spécifiés REI. Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiés REI. Lorsque des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones, ils sont isolés par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures sur 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiées REI. Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. A cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.
Note : Cet article n'est pas applicable pour les installations existantes.
Constats : <u>Bâtiment 30 (installation existante) :</u> non applicable. Toutefois, il n'y a pas de murs séparatifs et pas de système de désenfumage en toiture. Le désenfumage du bâtiment est réalisé par des

ouvertures situées en partie haute de la façade.
<u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle)</u> : Le bâtiment ne dispose pas de murs séparatifs et pas de système de désenfumage en toiture. Le désenfumage du bâtiment est réalisé par des ouvertures situées en partie haute de la façade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Signalisation des installations photovoltaïques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 33
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation des installations photovoltaïques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ; -au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; -tous les 5 mètres sur les câbles ou chemins de câbles qui transportent du courant continu. <p>Lorsque l'unité de production photovoltaïque est positionnée au sol, le présent alinéa ne s'applique qu'aux câbles et chemins de câbles situés en périphérie de celle-ci. Un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque est apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Les emplacements des onduleurs sont signalés sur les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Note : Cette disposition est applicable à compter du 1er juillet 2017 pour les installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Seul le bâtiment CEVD dispose d'un marquage, mais uniquement sur le chemin de câbles de courant continu.</p> <p>L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de marquage à l'extérieur des bâtiments équipés d'installations photovoltaïques. Ce marquage pourrait être mis en place sur les portails d'accès au site ; • l'absence de marquage tous les 5 mètres sur les chemins de câbles courant continu (hors bâtiment CEVD) ; • l'absence de marquage au niveau des accès de chaque bâtiment équipés d'installations photovoltaïques ; • l'absence de plan schématique de l'unité de production à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, pour chaque installation ; • l'absence des onduleurs sur le plan mentionné à l'alinéa 8 de l'article 30 et destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 son plan d'action sur les points de contrôle non conformes. Concernant la signalisation des installations photovoltaïques, l'exploitant indique se mettre en conformité sous un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Procédure de mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de mise en sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant définit des procédures de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Ces procédures consistent en l'actionnement des dispositifs de coupure mentionnés à l'article 38. Les procédures de mise en sécurité définies à l'alinéa précédent sont jointes au plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les procédures de mise en sécurité et les plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30 sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas d'intervention. Note : Cette disposition est applicable à compter du 1er juillet 2017 pour les installations existantes.
Constats : <u>Bâtiment 30 (installation existante) :</u> Concernant les données utiles en cas d'incendie, l'exploitant a présenté une procédure à suivre pour la coupure d'urgence de l'installation. Cette procédure est bien présente dans le POI présenté en salle par l'exploitant. À noter que cette procédure n'est pas référencée. À noter également que l'inspection ne dispose pas de la version la plus à jour du POI. La procédure concerne uniquement la coupure du circuit de distribution, l'installation n'étant pas équipée de coupure sur le circuit de production (courant continu). Ce point est développé au point de contrôle n°12. <u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :</u> Concernant les données utiles en cas d'incendie, l'exploitant a présenté une consigne à suivre en cas d'incendie au niveau de l'installation. Cette procédure est bien présente dans le POI présenté en salle par l'exploitant. À noter que cette procédure n'est pas référencée. À noter également que l'inspection ne dispose pas de la version la plus à jour du POI. La procédure concerne uniquement la coupure du circuit de distribution, l'installation n'étant pas équipée de coupure sur le circuit de production (courant continu). Ce point est développé au point de contrôle n°12. Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 son POI dans sa version la plus à jour (version V8 de juin 2024). En lien avec la conformité du point de contrôle n°12 du présent rapport, l'exploitant, sous 2 mois, met à jour les procédures de mise en sécurité des installations photovoltaïques de son site. Ces procédures sont référencées et sont intégrées dans le POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Dispositifs d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs d'alarme
Prescription contrôlée : Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place,

soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30.

Note : Cette disposition est applicable à compter du 1er juillet 2017 pour les installations existantes.

Constats :

Bâtiment 30 (installation existante) :

L'installation photovoltaïque installée sur le bâtiment 30 est télésuivie par un prestataire (TECSAL). Selon l'exploitant, une remontée d'information sur le bon fonctionnement de l'installation est réalisée toutes les 10 min à ce prestataire. En cas d'anomalie, une alerte de ce prestataire est faite à un prestataire en charge de la maintenance. Les modalités et le délai d'intervention ne sont pas connus.

Il n'y a pas d'alerte de la société CAVAC et pas de levée de doute mises en place.

Aucune procédure n'est formalisée entre CAVAC et son prestataire pour identifier les événements anormaux pouvant conduire à un départ de feu et pour réaliser les levées de doutes.

Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :

L'installation photovoltaïque installée sur le bâtiment CEVD est télésuivie par un prestataire (SOLARGEST). En cas d'anomalie sur l'installation, ce prestataire est alerté. CAVAC ne connaît pas les paramètres de suivi de ce prestataire. En cas de dysfonctionnement, une alerte de ce prestataire est faite à un prestataire en charge de la maintenance. Les modalités et le délai d'intervention ne sont pas connus.

Il n'y a pas d'alerte de la société CAVAC et pas de levée de doute mises en place.

Aucune procédure n'est formalisée entre CAVAC et son prestataire pour identifier les événements anormaux pouvant conduire à un départ de feu et pour réaliser les levées de doutes.

CAVAC doit disposer de procédures avec chacun de ses prestataires en charge des installations de production photovoltaïques, précisant pour chaque installation les modalités d'alerte en cas d'anomalie pouvant conduire à un départ de feu ainsi que les modalités de réalisation de la levée de doute.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 son plan d'action sur les points de contrôle non conformes. Concernant ce point de contrôle, l'exploitant indique se mettre en conformité sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Conformité aux spécifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 36

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité aux spécifications

Prescription contrôlée :

L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 en vigueur concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence. Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité de

l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence. Dans le cas d'une unité de production raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution permet de répondre à cette exigence. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

Note : Cet article n'est pas applicable pour les installations existantes.

Constats :

Bâtiment 30 (installation existante) : non applicable

Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :

L'installation photovoltaïque est directement raccordée au réseau sans stockage intermédiaire.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier, lors de la visite, de la conformité de l'installation au guide UTE C 15-712-1 de juillet 2013. Il n'a pas été en mesure également de justifier de la conformité de l'installation à la norme NF C 15-100.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024, le rapport d'examen de l'installation électrique de l'installation photovoltaïque situé sur le bâtiment CEVD, réalisé par QUALICONSULT, en date du 01/02/2023. Cet examen a bien été réalisé selon les référentiels NF C 15-100 et UTE C 15712-1.

L'exploitant a également transmis l'attestation de conformité électrique transmise au CONSUEL, et visée en date du 21/02/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 37

Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

L'unité de production photovoltaïque respecte les dispositions de la section III du présent arrêté, lorsque l'installation classée sur laquelle elle peut agir est nommée dans cette même section III.

Note : Cette disposition est applicable à compter du 1er juillet 2017 pour les installations existantes.

Constats :

Les bâtiments 30 et CEVD sont soumis à l'obligation de réaliser une étude foudre conformément à l'arrêté du 04 octobre 2010, les installations étant soumises à enregistrement sous la rubrique 1510.

Bâtiment 30 (installation existante) :

Concernant le bâtiment 30, l'exploitant indique ne pas avoir mis à jour son analyse du risque foudre et son étude technique foudre, le cas échéant, suite à l'installation des panneaux photovoltaïques.

Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :

Concernant le bâtiment CEVD, l'exploitant a présenté en salle une ARF en indiquant que les panneaux photovoltaïques sont pris en compte dans les données d'entrées. Toutefois, à la lecture

du document, aucune mention des panneaux n'est faite dans l'étude.

Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 :

- pour le bâtiment 30, l'ARF et l'ETF toutes deux réalisées en septembre 2024 suite à l'inspection, pour bien prendre en compte l'installation photovoltaïque en toiture ;
- pour le bâtiment CEVD, l'ARF et l'ETF toutes deux réalisées en septembre 2021 et modifiées en septembre 2024, suite à l'inspection, pour bien prendre en compte l'installation photovoltaïque en toiture.

Il n'a pas été vérifié la bonne mise en œuvre sur le site des protections prévues par les études techniques foudre, ni les notices de vérification et de maintenance qui doivent être également mises à jour. Ces points pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Dispositifs de coupure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de coupure

Prescription contrôlée :

Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.

Par ailleurs, ces dispositifs sont à coupure omnipolaire et simultanée. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

En cas de mise en sécurité de l'unité de production photovoltaïque, la coupure du circuit en courant continu s'effectue au plus près des panneaux photovoltaïques. Dans le cas d'équipements photovoltaïques positionnés en toiture, ces dispositifs de coupure sont situés en toiture.

Un voyant lumineux servant au report d'information est situé à l'aval immédiat de la commande de coupure du circuit de production. Le voyant lumineux témoigne en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque, des batteries éventuelles et du circuit de distribution. La conformité aux spécifications du point 12.4 des guides UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ou UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Constats :

Les installations de production photovoltaïques du site sont équipées d'un dispositif de coupure au niveau du point d'injection dans le réseau électrique, donc sur le réseau de distribution. Il s'agit bien de dispositifs à coupure omnipolaire.

En revanche, aucune installation ne dispose de dispositif de coupure sur la partie réseau de production (courant continu). Les installations photovoltaïques étant installées en toiture, ces dispositifs de coupure doivent être situés en toiture. Aucun dispositif de coupure en toiture n'est présent sur les installations du site.

<p>Aucun voyant lumineux n'est présent sur les installations, permettant de témoigner en toute circonstance de la coupure effective du circuit en courant continu de l'unité de production photovoltaïque et du circuit de distribution.</p> <p>Dans le cas de la mise en conformité, pour rappel, les commandes des dispositifs de coupure doivent être regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours.</p> <p>Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 son plan d'action sur les points de contrôle non conformes. Concernant ce point de contrôle, l'exploitant indique se mettre en conformité sous un délai de 6 mois.</p> <p>À ce stade, l'inspection considère qu'il s'agit d'un non-respect de la prescription contrôlée, portant sur les dispositions de sécurité des installations. L'inspection propose un arrêté de mise en demeure de respecter cette prescription, dans le délai proposé par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Dispositif EI60 des onduleurs en toiture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif EI60 des onduleurs en toiture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les onduleurs sont situés en toiture, ils sont isolés de celle-ci par un dispositif de résistance au feu EI 60, dimensionné de manière à éviter la propagation d'un incendie des onduleurs à la toiture. Lorsque les onduleurs ne sont pas situés en toiture, ils sont isolés des zones à risques d'incendie ou d'explosion identifiées dans l'étude de dangers, par un dispositif de résistance au feu REI 60. Un local technique constitué par des parois de résistance au feu REI 60, le cas échéant un plancher haut REI 60, le cas échéant un plancher bas REI 60, et des portes EI 60, permet de répondre à cette exigence. L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsque l'onduleur est directement intégré aux équipements photovoltaïques de par la conception de l'installation photovoltaïque (micro-onduleur). Les produits inflammables, explosifs ou toxiques non nécessaires au fonctionnement des onduleurs ne sont stockés ni à proximité des onduleurs, ni dans les locaux techniques où sont positionnés les onduleurs.</p> <p>Note : Cette disposition est applicable pour les installations nouvelles. Les alinéas 2 et 3 de l'article 39 sont applicables aux installations existantes à compter du 1er juillet 2017.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Bâtiment 30 (installation existante) :</u></p> <p>Seuls les alinéas 2 et 3 sont applicables. Néanmoins, il n'y a pas d'onduleurs installés en toiture du bâtiment 30. Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté l'absence de produits inflammables, explosifs ou toxiques dans le local onduleurs.</p> <p><u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :</u></p> <p>Il n'y a pas d'onduleurs installés en toiture du bâtiment CEVD.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté l'absence de produits inflammables, explosifs ou toxiques dans le local onduleurs. L'inspection a également pu constater que le local onduleur est construit en béton (murs et planchers haut et bas) et que la porte du local est EI-60.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Local de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 40
Thème(s) : Risques accidentels, Local de charge de batteries
Prescription contrôlée : Les batteries d'accumulateurs électriques et matériels associés sont installés dans un local non accessible aux personnes non autorisées par l'exploitant. Le local ainsi que l'enveloppe éventuelle contenant les batteries d'accumulateurs sont ventilés de manière à éviter tout risque d'explosion. La conformité des ventilations aux spécifications du point 14.6 du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie et de la norme NF C 15-100 en vigueur relative aux installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence. Les accumulateurs électriques et matériels associés disposent d'un organe de coupure permettant de les isoler du reste de l'installation électrique. Cet organe dispose d'une signalétique dédiée. L'alinéa 3 est applicable aux installations existantes.
Constats : Les installations photovoltaïques présentes sur le site ne disposent pas de batteries d'accumulateurs électriques. Les installations sont raccordées au réseau avec injection directe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Caractéristique des connecteurs de courant continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristique des connecteurs assurant les liaisons électriques
Prescription contrôlée : Les connecteurs qui assurent la liaison électrique en courant continu sont équipés d'un dispositif mécanique de blocage qui permet d'éviter l'arrachement. La conformité des connecteurs à la norme en vigueur concernant les connecteurs pour systèmes photovoltaïques-Exigences de sécurité et essais-permet de répondre à cette exigence. Note : Cet article est applicable uniquement aux installations nouvelles.
Constats : <u>Bâtiment 30 (installation existante) :</u> non applicable. <u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :</u> L'exploitant a transmis la fiche technique des panneaux photovoltaïques installés en toiture du bâtiment CEVD. Sur cette fiche, il est spécifié que les connecteurs sont de type MC4 EV02. Ce type de connecteurs répond à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Présence de câbles (DC) dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Câbles (DC) dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion
Prescription contrôlée : Les câbles de courant continu ne pénètrent pas dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion, identifiées dans l'étude de dangers. Lorsque, pour des raisons techniques dûment justifiées par l'exploitant, ces câbles sont amenés à circuler dans une zone à risques d'incendie ou d'explosion, ils sont regroupés dans des chemins de câbles protégés contre les chocs mécaniques et présentant une performance minimale de résistance au feu EI 30. Leur présence est signalée pour

éviter toute agression en cas d'intervention externe.
Note : Cet article est applicable uniquement aux installations nouvelles.
Constats : <u>Bâtiment 30 (installation existante)</u> : non applicable. <u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle)</u> : Lors de la visite terrain, l'inspection a pu vérifier qu'aucun câble en courant continu ne pénètre dans le volume du bâtiment CEVD.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Contrôle des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 43
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel
Prescription contrôlée : L'unité de production photovoltaïque est accessible et contrôlable. Cette disposition ne s'applique pas aux câbles eux-mêmes, mais uniquement à leur connectique. L'exploitant procède à un contrôle annuel des équipements et éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les modalités de ce contrôle tiennent compte de l'implantation géographique (milieu salin, atmosphère corrosive, cycles froid chaud de grandes amplitudes, etc.) et de l'activité conduite dans le bâtiment où l'unité est implantée. Ces modalités sont formalisées dans une procédure de contrôles. Un contrôle des équipements et des éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque est également effectué à la suite de tout événement climatique susceptible d'affecter la sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Les résultats des contrôles ainsi que les actions correctives mises en place sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Note : Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2017.
Constats : Les parties situées en toiture des installations photovoltaïques ne sont pas directement accessibles, mais sont toutefois accessibles par des engins de levage. <u>Bâtiment 30 (installation existante) :</u> L'exploitant a transmis un rapport de maintenance préventive de l'installation photovoltaïque du bâtiment 30. Ce rapport est incomplet, il traite uniquement du local onduleur et du point d'injection dans le réseau. Aucun contrôle n'est présenté dans ce rapport sur les parties en toiture : panneaux, câbles et connecteurs. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'un contrôle annuel est bien réalisé sur les équipements et les éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Aucune procédure n'est formalisée et aucun enregistrement des contrôles et des actions correctives n'est réalisé. <u>Bâtiment CEVD (installation nouvelle) :</u> Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'un contrôle annuel est bien réalisé sur les équipements et les éléments de sécurité de l'unité de production photovoltaïque. Aucune procédure n'est formalisée et aucun enregistrement des contrôles et des actions correctives n'est réalisé. Après la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 18/09/2024 le rapport de maintenance préventive en date du 08/06/2024 de l'installation présente sur le bâtiment CEVD. Ce rapport de contrôle porte bien sur l'ensemble de l'installation (y compris parties présentes en toiture).

Concernant ce point de contrôle, l'exploitant indique se mettre en conformité sous un délai de 2 mois (formalisation des procédures et enregistrement des actions correctives).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée : [...] Les extincteurs sont répartis à l'intérieur de chaque installation couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les emplacements des [...] extincteurs sont matérialisés sur les sols et bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes). Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'extincteur situé dans le local onduleur de l'installation photovoltaïque du silo 202 n'avait pas été contrôlé depuis juin 2022. Selon le référentiel APSAD R4 pour les extincteurs portatifs et mobiles, une vérification annuelle doit être réalisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection sous un mois la justification du contrôle de vérification de l'extincteur concerné, ou de son remplacement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois